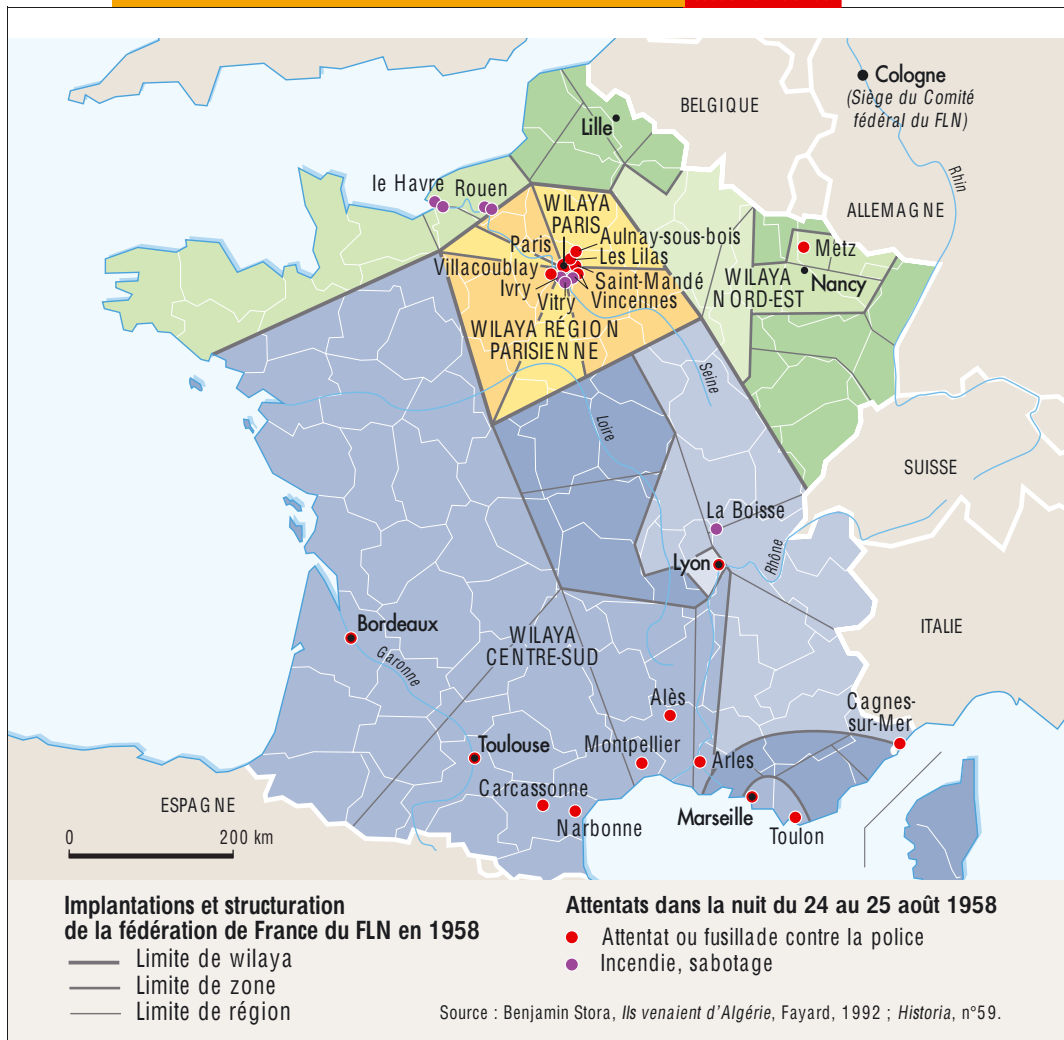


POINTS DE VUE ET CARTES DU MONDE avec les Editions autrement



Les wilayas du FLN en France

P our clore cette année jubilaire du cessez-le-feu en Algérie, il faut courir à l'exposition «Paris en guerre d'Algérie» au Réfectoire des Cordeliers, à Paris (1). Elle montre comment la guerre qui ne dit pas son nom s'est immiscée dans la vie quotidienne. Deux des commissaires de cette exposition, Sylvie Thénault et Raphaëlle Branche, ont écrit *La France en guerre, 1954-1962*. Ces deux historiennes se penchent sur cette carte.

La France était divisée en wilayas ?

Le FLN avait divisé le territoire comme en Algérie. Paris et la région parisienne ont un poids déterminant, proportionnel à l'importance de la population d'origine algérienne. Plus les Algériens étaient présents, plus le FLN avait intérêt à s'y implanter afin de les organiser politiquement et de prélever sur leurs revenus «l'impôt révolutionnaire» servant à financer la guerre. L'affrontement fut très violent avec son rival, le Mouvement national algérien (MNA) : la lutte interne fit au moins quatre mille victi-

mes. L'enjeu était de taille : contrôler la communauté algérienne de France, autour de 350 000 personnes, et son énorme potentiel financier. Face à la répression policière, en 1958, le comité fédéral de la fédération de France, son instance dirigeante, s'installe en Allemagne, à Cologne, près de la frontière. Sur la carte, sont indiqués les attentats d'août 1958 et les assassinats de policiers...

En effet, le FLN rompt avec sa décision antérieure de ne pas porter la guerre contre les intérêts français sur le sol métropolitain afin de préserver la collecte d'argent. Le tournant du mois d'août 1958 visait à soulager les maquis algériens en créant ce qui aurait pu être un second front en France. Si de nombreux objectifs économiques, militaires ou politiques furent visés dans le mois qui suivit, ce front se caractérisa surtout par une recrudescence des assassinats de policiers. En métropole, le FLN se refusa à recourir aux attentats aveugles, sûr qu'ils lui aliéneraient le soutien de

la fraction de l'opinion publique qui était sensible, voire favorable à sa lutte. La guerre était-elle vécue partout de la même façon ?

Non seulement elle n'a pas été vécue de la même manière partout en métropole, mais nous nous sommes même demandés si on pouvait parler de «guerre» pour certains Français. En effet, si la dimension nationale de la lutte et l'importance de ces enjeux pour leur avenir immédiat ne pouvaient laisser les Algériens de métropole hors de cette guerre, qui se jouait sur le terrain militaire en Algérie, il en fut différemment des autres habitants de l'Hexagone. Certaines régions étaient caractérisées par l'absence totale de migrants algériens et une forme d'invisibilité de la question coloniale. La guerre en Algérie était très lointaine, et même le départ des jeunes au service militaire ne constituait pas toujours l'assurance qu'il s'agissait d'une guerre. Cependant, au fur et à mesure que l'engagement militaire français durait, que les corps des soldats

tués en Algérie revenaient, la perception des «événements» a pu changer. Quels sont les endroits emblématiques ? A l'époque de la guerre, certains lieux ont fini par s'imposer. La Mutualité fut le rendez-vous de rassemblements de toutes sortes de mouvements, pour ou contre la politique en cours. Non loin, le quartier Saint-Séverin était un quartier algérien où se côtoyaient danseuses orientales et militants du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques [MTLD, fondé en 1946, dont sont issus le FLN et le MNA, ndr], qui y avait son siège. On pense aussi à la prison du Cherche-Midi, siège du tribunal militaire de Paris. Mais on peut aussi évoquer l'immeuble où habitait André Malraux, cible d'un attentat de l'OAS qui défigura une petite fille. Enfin, le métro Charonne, où 9 manifestants trouvèrent la mort et qui s'imposa comme synonyme d'une violence d'Etat excessive et injustifiée.

Reste-t-il des traces de cette période aujourd'hui ?

A l'inverse de Charonne, d'autres noms et lieux ont vu leur place venir dans la mémoire collective bien plus tard. C'est le cas emblématique du pont Saint-Michel d'où furent jetés des Algériens boycottant le couvre-feu, le 17 octobre 1961. La violence policière se déploya, ce jour-là, à plusieurs endroits mais la mémoire parisienne s'est fixée sur ce pont, même si elle est encore peu présente dans l'espace public. Un mémorial national aux victimes françaises de la guerre en Algérie a été inauguré en 2002 devant la tour Eiffel : un élément visible de cette guerre, en plein cœur de Paris. Mais il parle de la guerre menée en Algérie, pas du rôle que jouèrent les habitants de la région parisienne dans ce conflit. Cette diversité dans le vécu des différentes catégories de population éclaire aussi l'éclatement mémoriel qui suivit les événements et la difficulté qu'il y a, encore, à ce qu'un récit global s'impose.

Recueilli par CATHERINE CALVET

(1) Jusqu'au 10 janvier. Réfectoire des Cordeliers, 15, rue de l'École de médecine, 75006.



LA FRANCE EN GUERRE, 1954-1962
ouvrage dirigé par **RAPHAËLLE BRANCHE** et **SYLVIE THÉNAULT**
éd. Autrement, 502pp., 26 €.